



## Banque mondiale et FMI quand le peuple n'est pas d'accord



Un rapport publié par la CISL montre comment des syndicats et des ONG se sont organisés en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine pour mettre en échec diverses initiatives commanditées par la Banque mondiale et le FMI: privatisation de services essentiels, restructuration des

transports et réforme du marché du travail.

"Fighting for Alternatives" contient des interviews et des comptes rendus directs de campagnes ainsi que des études de cas de campagnes populaires dans des pays comme l'Argentine, la Bulgarie, la Croatie, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Uruguay et la Zambie. Voir:

<http://www.icftu.org/displaydocument.asp?Index=991223658&Language=FR>

## Grande découverte: on n'est pas des robots



Le Rapport 2005 des Nations Unies sur le secteur public mondial récapitule quelques-

unes des principales tendances et visions qui ont influencé la gestion des ressources humaines pendant les dernières décennies. Selon l'ONU, le message principal du rapport est le suivant: « il n'y a pas de remède miracle... Au bout du compte, c'est la qualité des services publics qui importe. » Portant le sous-titre "Unlocking the Human Potential for Public Sector Performance" ("Débloquer le potentiel humain pour les réalisations du secteur public"), le rapport appelle à améliorer les états d'esprit et à renforcer le savoir, les compétences, les valeurs et les capacités de direction. Comment les gouvernements pourront-ils faire concorder les comportements de leur personnel avec l'intérêt général? C'est une question de capacités, de motivation et d'intégrité dans les ressources humaines, ainsi que d'art de diriger. Pour l'anglais, voir:

[http://www.unpan.org/dpepa\\_worldpareport.asp](http://www.unpan.org/dpepa_worldpareport.asp), ou pour les autres langues:

[www.unpan.org/index.asp](http://www.unpan.org/index.asp)

## Energies renouvelables et développement



A la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD14), l'ISP a soutenu son point de vue: une politique basée sur la privatisation constitue un obstacle majeur à

l'accessibilité des services. La Commission a entamé un cycle de deux ans de réunions sur l'énergie. Le mouvement syndical est représenté par la CISL, avec des participants venant principalement des centrales nationales. L'ISP a invité les gouvernements et les organisations internationales à reconnaître le rôle fondamental des services publics de distribution, qui peuvent fournir à tous les citoyens des services de qualité; elle a organisé des discussions avec d'autres groupes (femmes, jeunes et ONG) pour élaborer une position commune face aux préoccupations de la réunion, fortement axée sur les entreprises privées. L'ISP maintiendra la pression lors des réunions de la CDD de l'an prochain. Voir

<http://www.world-psi.org/csd>

## Cap sur la santé



L'ISP travaille sur une nouvelle publication – « Focus on Health » (« Cap sur la santé ») - pour recenser les discussions relatives aux mutations

affectant le secteur de la santé au niveau mondial. Pour la première fois depuis des années, on se préoccupe des salaires et des conditions de travail, et la crise mondiale du personnel semble sur le point de recevoir l'attention qu'elle mérite.

Si vous souhaitez recevoir cette publication (anglais, français, espagnol, japonais ou roumain, doc. PDF de 1,5 Mo environ), contactez

[communications@world-psi.org](mailto:communications@world-psi.org)

## DVD sur "L'équité salariale, maintenant!"



Nous rééditons ce DVD très apprécié. Il s'agit d'un film documentaire de treize minutes qui traite de l'expérience et des stratégies des militants pour

l'équité salariale aux Philippines, en Namibie et au Royaume-Uni. Des exemplaires (anglais, français, espagnol) sont disponibles en format NTSC ou PAL/SECAM à l'adresse [equality@world-psi.org](mailto:equality@world-psi.org).

## Recul du travail des enfants



Selon un nouveau rapport de l'OIT, le nombre des enfants travailleurs a diminué de 11% dans le monde entre 2000 et 2004 (passant de 246 à 218

millions). Le nombre de mineurs de 5 à 17 ans contraints à des travaux dangereux a diminué de 26% (126 millions actuellement). Un résumé du rapport "La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée" est disponible en arabe, anglais, français, allemand, portugais, russe et espagnol, et le rapport lui-même est disponible en français, anglais et espagnol sous <http://www.ilo.org/dyn/declaris/declarationweb.indexpage>

## Développer le syndicalisme en Indonésie



L'ISP a lancé un projet en Indonésie pour augmenter l'indépendance et le professionnalisme des syndicats du secteur public. Leur renforcement est essentiel dans la lutte

pour la démocratie dans ce pays. Des formations sont dispensées dans les domaines suivants : compétences de leadership, négociation collective, formation, campagnes stratégiques, égalité des genres, sensibilisation des membres, recrutement de nouveaux membres, encaissement des cotisations, actions anti-privatisation dans le domaine de l'énergie et surveillance de la corruption. Certains documents sont publiés en indonésien. Le site web du projet est en cours de création à l'adresse [PSI-tudiproject.atijembar.net/](http://PSI-tudiproject.atijembar.net/)

## L'ordre du jour des retraites privées



Les problèmes des caisses de retraite suscitent de plus en plus d'actions militantes dans le monde. La Banque mondiale nous met en garde contre « un fardeau économique sans précédent sur la

population en âge de travailler ». Une des solutions proposées est de relever l'âge auquel on peut bénéficier d'une pension de retraite; une autre, de reculer l'âge du départ en retraite; une troisième, de convaincre les gens d'économiser (ou de les y obliger). On prétend que de telles économies généreraient des bénéfices qui permettraient de verser des retraites et stimuleraient la croissance. La Banque mondiale

a introduit cette idée il y a plus de dix ans, et les résultats ne sont pas convaincants. La privatisation des retraites n'a ni procuré de meilleures retraites à davantage de monde, ni conduit à une croissance économique. Un nouveau rapport de l'organisation Cornerhouse: « Too Many Grannies? » (« Trop de grand-mères? ») conclut que la privatisation des retraites ne fait rien d'autre que libéraliser les marchés financiers, favoriser la spéculation et changer le rôle de l'Etat. Voir <http://www.thecornerhouse.org.uk/>

## Encore la « flexicurité »



Notre article sur la flexicurité dans le dernier numéro a éveillé beaucoup d'intérêt. La flexicurité comporte trois éléments: un marché du travail flexible,

avec de nombreux postes ouverts, permettant la rotation des emplois; une sécurité sociale offrant des allocations de chômage généreuses; et des programmes actifs pour augmenter les compétences des chômeurs sur le marché du travail. « Actif » est le mot clé pour éviter de sombrer et de laisser sombrer dans la misère. Pour davantage d'informations (anglais, français, espagnol): <http://www-ilo-mirror.cornell.edu/public/french/bureau/inf/feature/s/05/flexicurity.htm>

## Le Nigeria paie ses dettes



Le Nigeria est le premier pays africain à payer ses dettes au Club de Paris - un groupe de 19 prêteurs, dont le Royaume-Uni, la Russie et l'Allemagne. Après leur avoir remboursé \$4,6 milliards, le Nigeria doit

encore \$5 milliards à d'autres prêteurs, dont la Banque mondiale et le secteur privé. Cette dette remonte au début des années 1980, et plus de \$35 milliards de pénalités de retard s'y sont ajoutées pendant les années 1990. Malgré sa richesse en pétrole, le Nigeria est l'une des nations les plus pauvres du globe. Pendant les années de la dictature militaire, les richesses du pays ont très peu profité au citoyen moyen. Il est à espérer que ce remboursement permettra de mieux financer les infrastructures d'Etat, la santé et l'éducation avec les fonds publics.

## Dirigeant syndical tué en Irak



La Fédération générale des travailleurs irakiens (GFIW) rapporte que Thabet Hussein Ali, chef du syndicat général des travailleurs de la santé, a

été kidnappé et assassiné. Ali a été enlevé par un groupe de terroristes alors qu'il quittait le siège de

son syndicat à Bagdad. Son corps criblé de balles a été trouvé le lendemain, avec des marques de torture. La CISL soutient une demande du GFIW pour que les autorités irakiennes ouvrent une enquête conséquente sur les assassinats et les enlèvements répétés de syndicalistes.

### Le service public: un droit dans l'UE?



Des membres du Parlement européen font campagne pour une loi européenne visant à définir, protéger et promouvoir les services publics. Le texte a été élaboré par le groupe

socialiste, deuxième en importance au Parlement. Il s'agit ici de principes clés pour définir les services publics, comme l'accessibilité, la qualité à des prix raisonnables, l'ouverture et la transparence. Le texte confirme également le droit pour les autorités d'un pays de décider comment gérer et financer ces services, ou d'accorder des concessions exclusives et des compensations à ceux qui les fournissent. Le groupe propose de donner à cette directive une primauté sur la « directive services » qui a été adoptée à la fin mai. Le nouveau projet de directive peut être consulté ici:

[www.socialistgroup.org/gpes/media/documents/23717\\_23713\\_project\\_directive\\_fr\\_060530.pdf](http://www.socialistgroup.org/gpes/media/documents/23717_23713_project_directive_fr_060530.pdf)

### Corruption dans la santé



Cette année, le Rapport annuel de Transparency International sur la corruption traite du secteur de la santé. Il contient une évaluation détaillée de la corruption dans 45 pays, depuis la corruption des dirigeants au Costa Rica jusqu'aux contrefaçons pharmaceutiques au Nigeria,

en passant par l'escroquerie aux assurances aux Etats-Unis. Il contient aussi un résumé des nouvelles tendances de la recherche sur la corruption et traite des liens entre corruption et gouvernance. Pour les versions anglaise et française, voir:

<http://www.transparency.org/publications/gcr>.

L'an prochain, le rapport traitera des systèmes judiciaires. TI est à la recherche d'articles sur ce sujet.

### Santé et sécurité au travail



Un rapport de l'OIT pour la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (28 avril) met en évidence les liens entre conditions de travail

décentes, sécurité et santé au travail et sida. L'OIT estime que, chaque jour, le VIH empêche 2 millions de personnes de se rendre à leur travail.

Ce chiffre devrait doubler d'ici 2015. Le nombre de décès liés au travail atteint 2,2 millions par an; 400 000 sont attribuables à des substances dangereuses sur le lieu de travail. Environ 160 millions de personnes souffrent de maladies liées au travail. L'OIT a également produit un nouveau CD-ROM pour aider les employeurs à gérer le problème du VIH/sida sur le lieu de travail. Pour davantage d'informations (anglais, français, espagnol), voir:

<http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/worldday/index.htm>

### Les lois australiennes sortent leurs griffes



Aimeriez-vous vous faire licencier par e-mail? Vous faire congédier, puis réengager pour \$US 160 (€120) de moins par semaine? Ou voir une partie de votre salaire retenue pour avoir

organisé une collecte au profit de la veuve d'un ami mort au travail? En Australie, le gouvernement Howard a introduit une législation du travail étonnamment répressive, qui menace de licenciement des millions d'employé-e-s. Les premiers effets se font déjà sentir. Pour davantage de renseignements:

<http://www.rightsatwork.com.au/>

### Manuel de l'utilisateur des prêts de la SFI



Nous en avons déjà parlé: la Société Financière Internationale (SFI) - organe prêteur de la Banque mondiale - a introduit une nouvelle série de normes en matière de

prêts. Elle demande à ses clients de respecter certains principes et droits fondamentaux du travail. Pour aider les syndicats à comprendre ces nouvelles normes, le bureau de Washington de la CISL/Syndicats mondiaux a rédigé un bref manuel de l'utilisateur. Il est disponible en anglais, en espagnol et en français à l'adresse [mollya.mccoy@earthlink.net](mailto:mollya.mccoy@earthlink.net)

► Si vous ne souhaitez plus recevoir le Flash ISP par e-mail, veuillez répondre à ce message en écrivant le mot « unsubscribe » dans votre message.



[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)  
[psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)  
+33 (0)4 5040 6464